

QU'EST-CE QUE L'IDENTITÉ ?

RÉFLEXIONS SUR UN CONCEPT-CLEF

Les débats actuels visent surtout à définir qui est Français. Mais il faudrait aussi se demander « ce qui est français ». Où est donc la « France éternelle » dont on nous rebat les oreilles (versions Charles Martel ou Grands Principes de 1789) dans l'environnement technico-commercial qui constitue désormais notre cadre de vie ? L'identité ne renvoie pas à une nature ou à une essence immuable dont la finalité serait de se perpétuer inchangée dans l'histoire. Elle est un monde vécu qui se reproduit en se complexifiant et en s'enrichissant. L'identitaire n'est pas l'identique.



La question de l'identité (nationale, culturelle, etc.) joue un rôle central dans le débat sur l'immigration. D'entrée de jeu, deux remarques à ce sujet s'imposent. La première consiste à observer que, si l'on parle beaucoup de l'identité de la population d'accueil, on parle en général beaucoup moins de celle des immigrés eux-mêmes, qui semble pourtant la plus menacée, et de loin, par le fait même de l'immigration. En tant que minorité, les immigrés subissent en effet directement la pression des modes de comportement de la majorité. Vouée à l'effacement, ou au contraire exacerbée de façon provocatrice, leur identité ne survit le plus souvent que de manière négative (ou réactive) en raison de l'hostilité du milieu d'accueil, voire de la surexploitation capitaliste qui s'exerce sur des travailleurs coupés de leurs structures de défense et de protections naturelles.

LES VRAIES MENACES DE L'IDENTITÉ

On est d'autre part frappé de voir comment la problématique de l'identité est placée, dans certains milieux, dans la seule dépendance de l'immigration. La principale « menace », sinon la seule, qui pèserait sur l'identité nationale française serait représentée par les immigrés. C'est faire bon marché des facteurs qui, partout dans le monde, dans les pays qui comptent une forte main-d'œuvre étrangère comme dans ceux qui n'en comportent aucune, induisent une désagrégation des identités collectives : primat de la consommation, occidentalisation des mœurs, homogénéisation médiatique, généralisation de l'axiomatique de l'intérêt, etc.

Il n'est que trop facile, dans cette aperception des choses, de retomber dans la logique du bouc émissaire. Or, ce n'est certainement pas la faute des immigrés si les Français ne sont appa-

remment plus capables de produire un mode de vie qui leur soit propre ni de donner au monde le spectacle d'une façon originale de penser et d'exister. Ce n'est pas non plus la faute des immigrés si le lien social se défait partout où l'individualisme libéral se répand, si la dictature du privé éteint les espaces publics qui pourraient constituer le creuset d'un renouveau d'une citoyenneté active, ni si les individus, vivant désormais dans l'idéologie de la marchandise, deviennent de plus en plus étrangers à leur propre nature. Ce n'est pas la faute des immigrés si les Français forment de moins en moins un peuple, si la nation devient un fantôme, si l'économie se mondialise et si les individus ne veulent plus se conduire en acteurs de leur propre existence, mais acceptent de plus en plus qu'on décide à leur place à partir de valeurs et de normes qu'ils ne contribuent plus à former. Ce ne sont pas les immigrés, enfin, qui coloni-

la consommation, le culte de la « réussite » matérielle et financière, la disparition des idées de bien commun et de solidarité, la dissociation de l'avenir individuel et du destin collectif, le développement des techniques, l'essor des exportations de capitaux, l'aliénation de l'indépendance économique, industrielle et médiatique, ont à eux seuls infiniment plus détruit l'« homogénéité » de la population française que ne l'ont fait jusqu'ici des immigrés qui ne sont eux-mêmes pas les derniers à en subir les conséquences. « Notre "identité", souligne Claude Imbert, est beaucoup plus atteinte par l'effondrement du civisme, plus altérée par le brassage culturel international des médias, plus élimée par l'appauvrissement de la langue et des concepts, plus dérangée surtout par la dégradation d'un État jadis centralisé, puissant et prescripteur qui fondait chez nous cette fameuse "identité" (1). » Bref, si l'identité française (et européenne) se défait, c'est avant tout en raison d'un vaste mouvement d'homogénéisation techno-économique du monde, dont l'impérialisme transnational ou américanocentriste constitue le vecteur principal, et qui généralise partout le *non-sens*, c'est-à-dire un sentiment d'absurdité de la vie qui détruit les liens organiques, dissout la socialité naturelle et rend chaque jour les hommes plus étrangers les uns aux autres.

L'immigration joue plutôt, de ce point de vue, un rôle de révélateur. Elle est le miroir qui devrait permettre aux Français de prendre la pleine mesure de l'état de crise larvée dans lequel ils se trouvent, état de crise dont l'immigration représente moins la cause qu'une conséquence parmi d'autres. Une identité se sent d'autant plus menacée qu'elle se sait déjà vulnérable, incertaine, et pour tout dire défaite. C'est la raison pour laquelle elle n'est plus capable de faire fond sur un apport étranger pour l'inclure dans son propre. En ce sens, ce n'est pas tant parce qu'il y a des immigrés en France que l'identité française est menacée, c'est bien plutôt parce que cette identité est déjà largement défaite que la France n'est plus capable de faire face au problème de l'immigration, sinon en s'adonnant à l'angélisme ou en prônant l'exclusion.

Xénophobes et « cosmopolites » se retrouvent d'ailleurs finalement d'accord pour croire qu'il existe une relation inversement proportionnelle entre l'affirmation de l'identité nationale et l'intégration des immigrés. Les premiers croient qu'une France rendue plus soucieuse ou plus consciente de son identité se débarrassera spontanément des immigrés. Les seconds pensent que le meilleur moyen de faciliter l'insertion des immigrés consiste à favoriser la dissolution de l'identité nationale. Les conclusions sont opposées, mais la prémisse est identique. Les uns et les autres se trompent. Ce n'est pas l'affirmation de l'identité française qui fait obstacle à l'intégration des immigrés, mais au contraire son effacement. L'immigration fait problème parce que l'identité française est incertaine. Et c'est au contraire grâce à une identité nationale retrou-

(1) « Historique ? », in *le Point*, 14 décembre 1991, p. 35.

vée qu'on résoudra les difficultés liées à l'accueil et à l'insertion des nouveaux venus.

On voit par là combien il est insensé de croire qu'il suffirait d'inverser les flux migratoires pour « sortir de la décadence ». La décadence a bien d'autres causes, et s'il n'y avait pas un seul immigré en France, les Français ne s'en retrouveraient pas moins confrontés aux mêmes difficultés, mais cette fois sans bouc émissaire. En s'obnubilant sur le problème de l'immigration, en rendant les immigrés responsables de tout ce qui ne va pas, on oblitère du même coup quantité d'autres causes et d'autres responsabilités. On opère, autrement dit, un prodigieux détournement d'attention. Il serait intéressant de savoir au profit de qui.

QU'EST-CE QUI EST ENCORE FRANÇAIS ?

Mais il faut s'interroger plus avant sur la notion d'identité. Poser la question de l'identité française ne consiste pas fondamentalement à se demander qui est Français (la réponse est relativement simple), mais plutôt à se demander *ce qui est français*. À cette question beaucoup plus essentielle, les chantres de l'« identité nationale » se bornent en général à répondre par des souvenirs commémoratifs ou des évocations de « grands personnages » réputés plus ou moins fondateurs (Clovis, Hugues Capet, les croisades, Charles Martel ou Jeanne d'Arc), inculqués dans l'imaginaire national par une historiographie conventionnelle et dévote (2). Or, ce petit catéchisme d'une sorte de religion de la France (où la « France éternelle », toujours identique à elle-même, se tient de tout temps prête à se dresser contre les « barbares », le Français ne se définissant plus, à la limite, que comme celui qui n'est pas étranger, sans plus aucune caractéristique positive que sa non-inclusion dans l'univers des autres) n'a que des rapports assez lointains avec l'histoire d'un peuple qui n'a au fond de spécifique que la façon dont il a toujours su faire face à ses contradictions. En fait, il n'est instrumentalisé que pour restituer une continuité nationale débarrassée de toute contradiction dans une optique manichéenne où la mondialisation (l'« anti-France ») est purement et simplement interprétée comme « complot ». Les références historiques sont alors situées d'emblée dans une perspective *anhistorique*, perspective quasiment essentialiste qui vise moins à dire l'histoire qu'à décrire un « être » qui serait toujours le Même, qui ne se définirait que par la résistance à l'altérité ou le refus de l'Autre. *L'identitaire* est ainsi invinciblement ramené à l'identique, à la simple réplique d'un « éternel hier », d'un passé glori-

(2) Cf. à ce sujet les ouvrages fortement démystificateurs de Suzanne Citron, *le Mythe national. L'Histoire de France en question* (éd. Ouvrières-Études et documentation internationales, 2^e éd., 1991) et *L'Histoire de France autrement* (éd. Ouvrières, 1992), qui tombent toutefois fréquemment dans l'excès inverse de celui qu'ils dénoncent. Cf. aussi, pour une lecture différente de l'histoire de France, Olier Mordrel, *le Mythe de l'hexagone*, Jean Picollec, 1981.

fié par l'idéalisation, entité toute faite qu'il n'y aurait qu'à conserver et à transmettre comme une substance sacrée. Parallèlement, le sentiment national est lui-même détaché du contexte historique (l'émergence de la modernité) qui a déterminé son apparition. L'histoire devient donc non-rupture, alors qu'il n'y a pas d'histoire possible sans rupture. Elle devient simple durée permettant d'exorciser l'écart, alors que la durée est par définition dissemblance, écart entre soi et soi-même, perpétuelle inclusion de nouveaux écarts. Bref, on se sert de l'histoire pour en proclamer la clôture, au lieu d'y trouver un encouragement à la laisser se poursuivre.

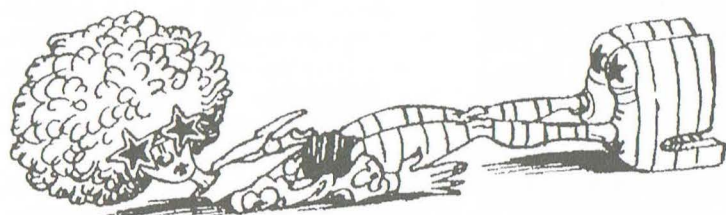
L'identité n'est pourtant jamais unidimensionnelle. Non seulement elle associe toujours des cercles d'appartenance multiple, mais elle combine des facteurs de permanence et des facteurs de changement, des mutations endogènes et des apports extérieurs. L'identité d'un peuple ou d'une nation n'est pas non plus seulement



la somme de son histoire, de ses mœurs et de ses caractères dominants. Comme l'écrit Philippe Forget, « un pays peut apparaître, de prime abord, comme un ensemble de caractères déterminés par mœurs et coutumes, facteurs ethniques, géographiques, linguistiques, démographiques, etc. Pourtant, si ces facteurs peuvent apparemment décrire l'image ou la réalité sociale d'un peuple, ils ne rendent pas compte de ce qu'est l'identité d'un peuple comme présence originaire et pérenne. C'est donc en termes d'ouverture du sens qu'il faut penser les fondations de l'identité, le sens n'étant autre que le lien constitutif d'un homme ou d'une population et de leur monde (3). »

Cette présence, qui signifie l'ouverture d'un espace et d'un temps, poursuit Philippe Forget, « ne doit pas renvoyer à une conception sub-

(3) « Phénoménologie de la menace. Sujet, narration, stratégie », in *Krisis*, avril 1992, p. 3.



stantialiste de l'identité, mais à une compréhension de l'être comme jeu de différenciation. Il ne s'agit pas d'appréhender l'identité comme un contenu immuable et fixe, susceptible d'être codifié et de faire l'objet de canons. [...] À l'encontre d'une conception conservatrice de la tradition, qui la conçoit comme une somme de facteurs immuables et transhistoriques, la tradition, ou plutôt la traditionalité, doit être ici entendue comme une trame de différences qui se renouvellent et se régénèrent dans le terreau d'un patrimoine constitué d'un agrégat d'expériences passées, mis en jeu dans son propre dépassement. En ce sens, la défense ne peut et ne doit pas être attachée à la protection de formes d'exister postulées comme intangibles; elle doit bien plutôt s'attacher à protéger les forces de métamorphose d'une société à partir d'elle-même. La répétition à l'identique d'un site ou l'action d'"habiter" selon la pratique d'un autre mènent tout autant au dépérissement et à l'extinction de l'identité collective (4). »

STABILITÉ ET DYNAMISME

Pas plus que la culture, l'identité n'est une essence que le discours pourrait figer ou réifier. Elle n'est déterminante que d'une façon dynamique, et l'on ne peut l'appréhender qu'en faisant la part des interactions (ou rétro-déterminations), des choix comme des refus personnels d'identification,

et des stratégies d'identification qui les sous-tendent. Même donnée au départ, elle est indissociable de l'usage qu'on en fait, ou qu'on se refuse à en faire, dans un contexte culturel et social particulier, c'est-à-dire dans le contexte d'une relation aux autres. L'identité est par là toujours réflexive. Elle implique, dans une perspective phénoménologique, de ne jamais disjoindre constitution de soi et constitution d'autrui. Le sujet de l'identité collective n'est pas un « moi » ou un « nous », entité naturelle, constituée une fois pour toutes, miroir opaque où rien de neuf ne pourrait plus venir se refléter, mais un « soi » qui appelle sans cesse de nouveaux reflets.

La distinction qui s'impose est celle faite par Paul Ricœur entre identité *idem* et identité *ipse*. La permanence de l'être collectif au travers de changements incessants (identité *ipse*) ne saurait se ramener à ce qui est de l'ordre de l'événement ou de la répétition (identité *idem*). Elle est au contraire liée à toute une herméneutique de soi, à tout un travail de narratologie destiné à faire apparaître un « lieu », un

(4) *Ibid.*, p. 5.



Ci-dessus : les épreuves de la Première Guerre mondiale ont suscité un retour de conscience chez les nationalités sacrifiées dans la grande boucherie. Africains ou Bretons ont ainsi redécouvert leur identité. Olier Mordrel, l'un des fondateurs de l'autonomisme breton, a poursuivi sa réflexion par un livre qui retrace l'artificialité de la construction française.

espace-temps qui configure un sens et forme la condition même de la appropriation de soi. Dans une perspective phénoménologique, où rien n'est donné naturellement, l'objet procède toujours en effet d'une élaboration constituante, d'un récit herméneutique caractérisé par l'affirmation d'un point de vue organisant rétrospectivement les événements pour leur donner un sens. « Le récit construit l'identité narrative en construisant celle de l'histoire racontée, dit Ricœur. C'est l'identité de l'histoire qui fait l'identité du personnage (5). » Défendre son identité, ce n'est donc pas se contenter d'énumérer rituellement des points de repère historiques supposés fondateurs ni chanter le passé pour mieux éviter de faire face au présent. C'est comprendre l'identité comme ce qui se maintient dans le jeu des différenciations — non comme *le même*, mais comme la façon toujours singulière de changer ou de ne pas changer.

Il ne s'agit pas alors de choisir l'identité *idem* contre l'identité *ipse*, ou l'inverse, mais de les saisir l'une et l'autre dans leurs rapports réciproques par le moyen d'une narration organisatrice prenant en compte saisie de soi en même temps que saisie d'autrui. Recréer les conditions dans lesquelles il redevient possible de produire un tel récit constitue la appropriation de soi. Mais une appropriation qui n'est jamais figée, car la subjectivation collective procède toujours d'un choix plus que d'un acte, et d'un acte plus que d'un « fait ». Un peuple se maintient grâce à sa narrativité, en s'appropriant son être dans de successives interprétations, devenant sujet en se narrant lui-même et évitant ainsi de perdre son identité, c'est-à-dire de devenir l'objet de la narration d'un autre. « Une identité, écrit encore Philippe Forget, est toujours un rapport de soi à soi, une interprétation de soi et des autres, de soi par les autres. En définitive, c'est le récit de soi, élaboré dans le rapport dialectique

(5) *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990, p. 175.

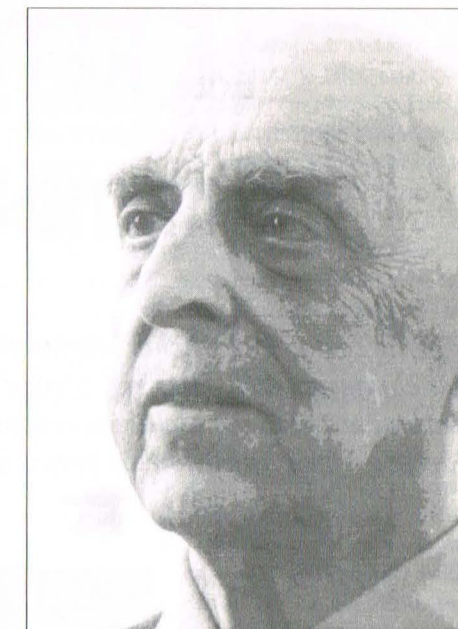
à l'autre, qui parachève l'histoire humaine et livre une collectivité à l'histoire. [...] C'est par l'acte du récit que l'identité personnelle perdure et qu'elle concilie stabilité et transformation. Être comme sujet dépend d'un acte narratif. L'identité personnelle d'un individu, d'un peuple, se construit et se maintient par le mouvement du récit, par le dynamisme de l'intrigue qui fonde l'opération narrative comme le dit Ricœur (6). »

Ce qui menace aujourd'hui le plus l'identité nationale possède enfin une forte dimension endogène, représentée par la tendance à l'implosion du social, c'est-à-dire à la déstructuration interne de toutes les formes de socialité organique. Roland Castro a pu à juste titre parler à ce propos de société où « personne ne supporte plus personne », où tout le monde exclut tout le monde, où tout individu devient potentiellement étranger à tout autre. L'individualisme libéral porte à cet égard la responsabilité la plus grande. Comment parler de « fraternité » (à gauche) ou de « bien commun » (à droite) dans une société où chacun s'engage dans la recherche d'une maximisation de ses seuls intérêts, dans une rivalité mimétique sans fin prenant la forme d'une fuite en avant, d'une concurrence permanente dépourvue de toute finalité ?

Comme l'a remarqué Christian Thorel, c'est « le recentrage sur l'individu au détriment du collectif [qui] conduit à la disparition du regard sur l'autre (7) ». Le problème de l'immigration risque précisément d'oblitérer cette évidence. D'une part, l'exclusion dont sont victimes les immigrés risque de faire oublier que nous vivons de plus en plus dans une société où l'exclusion est tout aussi bien la règle parmi les « autochtones » eux-mêmes. Pourquoi les Français supporteraient-ils les étrangers puisqu'entre eux ils se supportent déjà de moins en

(6) *Art. cit.*, pp. 6-7.

(7) *Le Monde*, 17 août 1990.



moins ? Certains reproches, d'autre part, tombent d'eux-mêmes. On dit souvent aux jeunes immigrés qui « ont la haine » qu'ils devraient avoir le respect du « pays qui les accueille ». Mais pourquoi les jeunes Beurs devraient-ils être plus patriotes que les jeunes Français « de souche » qui ne le sont plus ? Le risque le plus grand, enfin, serait de donner à croire que la critique de l'immigration, qui est en soi légitime, sera facilitée par la montée des égoïsmes, alors que c'est cette montée qui défait le plus profondément le tissu social. Tout le problème de la xénophobie est d'ailleurs là. On croit fortifier le sentiment national en le fondant sur le rejet de l'Autre. Après quoi, l'habitude étant prise, ce sont ses propres compatriotes qu'on finit par trouver normal de rejeter.

Une société consciente de son identité ne peut être forte que lorsqu'elle fait passer le bien commun avant l'intérêt individuel, la solidarité, la convivialité et la générosité envers autrui avant l'obsession de la concurrence et le triomphe du moi. Elle ne peut durer que lorsqu'elle s'impose des règles de désintéressement et de gratuité, seul moyen d'échapper à la réification des rapports sociaux, c'est-à-dire à l'avènement d'un monde où l'homme se produit lui-même comme objet après avoir transformé tout ce qui l'entoure en artefact. Or, il est évident que ce n'est pas en prônant l'égoïsme, fût-ce au nom de la « lutte pour la vie » (simple retransposition du principe individualiste de la « guerre de tous contre tous »), qu'on peut recréer la socialité conviviale et organique sans laquelle il n'y a pas de peuple digne de ce nom. On ne retrouvera pas la fraternité dans une société où chacun a pour seul but de mieux « réussir » que ses voisins. On ne restituera le vouloir vivre ensemble en faisant appel à la xénophobie, c'est-à-dire à une détestation de principe de l'Autre qui, de proche en proche, finit par s'étendre à chacun. ■